

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 05632

Numéro SIREN : 339 379 984

Nom ou dénomination : SAUR

Ce dépôt a été enregistré le 05/08/2021 sous le numéro de dépôt 45471



KPMG Audt
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex
France



Deloitte & Associés
Tour Majunga
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France

SAUR
Société par Actions Simplifiée
**Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

SAUR

Société par Actions Simplifiée

11 Chemin de Bretagne

92130 Issy les Moulineaux

Ce rapport contient 45 pages



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex
France



Deloitte & Associés
Tour Majunga
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France

SAUR **Société par Actions Simplifiée**

Siège social : 11 Chemin de Bretagne - 92130 Issy les Moulineaux
Capital social : €. 101 529 000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Associé unique de la société SAUR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAUR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2020 s'établit à 365,4 M€, sont évalués selon les modalités présentées dans le paragraphe « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels.
- Une provision pour renouvellement immobilisations est constituée pour un montant de 82,3 M€ au 31 décembre 2020 selon les modalités présentées dans le paragraphe « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels. Elle s'inscrit dans le cadre de la gestion déléguée de services publics et de l'obligation de renouveler les installations de distribution d'eau et d'assainissement afin de les maintenir en l'état.
- Le chiffre d'affaires de votre société est constitué notamment par une estimation au titre des volumes d'eau consommés mais non encore facturés en fin d'année, comme indiqué au paragraphe « Ventilation du chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à s'assurer du caractère approprié de ces méthodes, apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues et vérifier que les notes donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives au nombre de factures reçues et émises non réglées à la date de clôture et dont le terme est échu prévues par cet article.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 12 mai 2021

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Bertrand de Nucé
Associé

Deloitte & Associés



Xavier LEFEVRE
Associé

SAUR

**11 Chemin de Bretagne
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX**

Comptes au 31/12/2020

- SOMMAIRE -**BILAN**

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat - Partie 1	7
Compte de résultat - Partie 2	8

REGLES, METHODES ET FAITS SIGNIFICATIFS

Règles et méthodes comptables	11
Faits significatifs	15

INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE RESULTAT

Actif immobilisé	19
Amortissements	20
Provisions et dépréciations	21
Provisions justifiées et non justifiées	22
Relations avec les entreprises liées	23
Charges à payer et produits à recevoir	24
Charges et produits constatés d'avance	25
Echéances des créances et dettes	26
Créances et dettes représentées par des effets	27
Impositions différées	28
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	29
Composition du capital social	30
Variation des capitaux propres	31
Ventilation du chiffre d'affaires	32

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Effectif moyen	35
Rémunération des organes de direction et des dirigeants	36
Engagements de crédit-bail	37
Engagements hors bilan	38
Résultat des 5 derniers exercices	39

DETAIL DES COMPTES

Comptes d'actif	41
Comptes de passif	52
Comptes de produits	60
Comptes de charges	65

BILAN

Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	219 617	3 660	215 957	
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	225 305	200 000	25 305	26 555
Fonds commercial	2 579 658	205 058	2 374 599	1 193 611
Autres immobilisations incorporelles	216 474 758	148 169 280	68 305 477	42 285 014
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	8 823 543	3 934 931	4 888 613	3 777 385
Constructions	38 661 994	32 879 758	5 782 236	5 179 746
Installations techniques, matériel, outillage	130 935 504	99 545 713	31 389 791	31 750 358
Autres immobilisations corporelles	243 451 740	171 081 787	72 369 953	74 325 628
Immobilisations en cours	25 036 066		25 036 066	23 385 592
Avances et acomptes	424 645		424 645	211 147
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	680 922 805	315 497 692	365 425 113	240 938 791
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	292 493	104 727	187 765	532 102
Prêts	13 718 811		13 718 811	11 480 325
Autres immobilisations financières	1 602 874		1 602 874	1 514 620
ACTIF IMMOBILISE	1 363 369 813	771 622 607	591 747 206	436 600 875
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	21 328 138		21 328 138	21 198 426
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 018 437		2 018 437	1 669 456
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	919 209 772	48 720 060	870 489 712	852 764 096
Autres créances	291 035 470	6 591 496	284 443 974	229 632 668
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	37 070 137		37 070 137	27 678 673
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	35 609 022		35 609 022	36 796 693
ACTIF CIRCULANT	1 306 270 976	55 311 556	1 250 959 420	1 169 740 013
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	2 669 640 789	826 934 163	1 842 706 626	1 606 340 888

Bilan Passif

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 101 529 000)	101 529 000	101 529 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	10 152 900	10 152 900
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	58 249 505	40 086 745
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	12 057 558	18 162 760
Subventions d'investissement	1 184 691	1 161 753
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	183 173 653	171 093 158
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	30 734 230	31 450 097
Provisions pour charges	125 564 559	131 296 654
PROVISIONS	156 298 790	162 746 751
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	159 463 607	10 183 712
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	338 115 637	316 615 228
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	200 711 248	180 102 333
Dettes fiscales et sociales	196 160 723	187 113 476
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 647 218	22 657 811
Autres dettes	557 586 330	536 931 847
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	21 549 418	18 896 572
DETTES	1 503 234 182	1 272 500 979
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 842 706 626	1 606 340 888

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat - Partie 1

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	907 769 790		907 769 790	933 323 798
Production vendue de services	505 659 058		505 659 058	520 459 312
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 413 428 849		1 413 428 849	1 453 783 110
Production stockée				
Production immobilisée			58 082 482	46 531 348
Subventions d'exploitation			251 172	308 685
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			91 670 206	67 373 467
Autres produits			8 151 358	4 216 664
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 571 584 067	1 572 213 274
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			12 339	218
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			10 265 002	15 964 377
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-262 377	-3 634 772
Autres achats et charges externes			1 069 994 651	1 080 501 040
Impôts, taxes et versements assimilés			22 811 054	22 106 707
Salaires et traitements			207 491 383	201 692 080
Charges sociales			88 529 295	92 590 501
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			40 703 399	39 674 606
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			31 657 075	24 801 967
Dotations aux provisions			8 160 982	7 805 259
Autres charges			20 599 947	21 786 267
CHARGES D'EXPLOITATION			1 499 962 751	1 503 288 250
RESULTAT D'EXPLOITATION			71 621 316	68 925 024
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			3 591 923	17 012 018
Perte supportée ou bénéfice transféré			7 517	238
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			17 461	11 688 274
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			11 172	
Autres intérêts et produits assimilés			133 878	114 960
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			10 236 000	133 000
Différences positives de change			11 439	249
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			10 409 950	11 936 483
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			16 001 000	12 716 080
Intérêts et charges assimilées			3 003 753	2 816 695
Différences négatives de change			4 097	8 254
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			19 008 850	15 541 030
RESULTAT FINANCIER			-8 598 900	-3 604 547
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			66 606 822	82 332 257

Compte de résultat - Partie 2

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	635	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	47 145 684	1 723 341
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	16 653 718	23 893 288
PRODUITS EXCEPTIONNELS	63 800 037	25 616 629
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	27 124 135	52 521 095
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	44 491 180	4 974 789
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	32 839 177	18 241 983
CHARGES EXCEPTIONNELLES	104 454 492	75 737 867
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-40 654 454	-50 121 238
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	3 744 573	7 506 049
Impôts sur les bénéfices	10 150 237	6 542 210
TOTAL DES PRODUITS	1 649 385 978	1 626 778 404
TOTAL DES CHARGES	1 637 328 420	1 608 615 644
BENEFICE OU PERTE	12 057 558	18 162 760

**REGLES, METHODES ET
FAITS SIGNIFICATIFS**

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 mis à jour par le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

MÉTHODES D'ÉVALUATION

Immobilisations Incorporelles

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement ainsi que les frais de recherche et de développement sont pris en charge à 100 % dans l'exercice.

Les logiciels de bureautique acquis à des tiers, dont la valeur d'achat est supérieure à 500 € sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur 1 an prorata temporis. Les autres logiciels et développements informatiques sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 7 ans.

Les fonds commerciaux liés à des contrats représentatifs d'avantages économiques futurs et pouvant être évalués de manière fiable sont inscrits en Fonds de Commerce et amortis de façon linéaire sur la durée du contrat auquel ils sont attachés.

Les immobilisations à durée de vie illimitée font l'objet de test de valeur à chaque clôture.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors taxes déductibles. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont portés directement en charges dans l'exercice.

Durée de vie :

Constructions	20 ans
Agencements	10 ans
Compteurs	10 ans
Outillage d'exploitation	4 ans
Matériel de transport	4 à 6 ans
Véhicules spécialisés	5 ans
Micro-informatique	3 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Changement de méthode de comptabilisation de la télérelève à compter du 01/01/2018

Les dépenses liées à la mise en place de la Télé Relève dans le cadre des contrats d'exploitation ont été reclassées d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles.

Production immobilisée

L'évaluation de la production immobilisée comprend :

- > Les dépenses directes :
 - achats (y compris matériaux approvisionnés sur le chantier)
 - frais de personnel (charges incluses)
 - impôts et taxes
 - services extérieurs directement liés à la production
- > Les prestations internes directement liées à la production.
- > Les charges à payer (factures non parvenues, etc...) et/ou charges constatées d'avance.
- > Les dépenses de travaux et prestations exécutées par des tiers compte-tenu des régularisations portées aux comptes de charges à payer (factures non parvenues, etc...) ou charges constatées d'avance.
- > Une quote-part des frais généraux et amortissements de l'exercice (à l'exception des amortissements dérogatoires).

NOTA : Tous ces éléments sont valorisés HT.

Amortissements

Les amortissements pratiqués à hauteur de l'amortissement linéaire correspondent, compte-tenu de l'activité de l'entreprise, à des amortissements économiquement justifiés.

Amortissements Exceptionnels

Des amortissements exceptionnels, issus de textes fiscaux, sont pratiqués et traités comme tels.

Immobilisations Financières

Les titres de participations et autres titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations déterminées à partir de la situation nette des sociétés concernées, éventuellement rectifiées pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés et de leurs perspectives de plus-value, d'activité et de développement. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation des titres, celle-ci est constatée en résultat.

En outre, des dépréciations des comptes courants, et/ou des provisions pour risques sont constituées en cas d'existence de situations nettes négatives.

Provisions réglementées

Ces provisions sont évaluées conformément aux textes en vigueur.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont comptabilisées à leur encaissement et sont reprises en résultat exceptionnel au rythme des amortissements des immobilisations correspondantes.

Les subventions ayant pour contrepartie des immobilisations non amortissables (ex : terrains) sont amorties linéairement sur 10 ans.

Provisions pour Risques et Charges

Ces provisions sont constituées en fonction de la charge ou du risque à prévoir, résultant d'évènements en cours à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de provisions :

- Provision pour renouvellement
- Provision pour fin de chantier, fin d'affaire et pertes à terminaison
- Provision pour travaux d'entretien différé
- Provision pour litiges
- Provision pour amendes et pénalités
- Provision pour risques complémentaires sur situation nette négative des filiales
- Provision pour amortissements de caducités
- Provision pour avantages au personnel (médailles du travail)
- Autres provisions pour Risques et Charges

Provisions pour Renouvellement

Dans le cadre de la gestion déléguée de services publics, nous sommes amenés à utiliser des installations appartenant aux collectivités locales. Néanmoins, l'entretien, voire le renouvellement de ces équipements peut nous incomber contractuellement en tout ou partie.

L'obligation de renouvellement consiste en l'engagement de procéder au remplacement du bien à l'identique afin de permettre la continuité de l'exploitation ou le maintien d'un niveau de productivité donné.

En fin de contrat, tous ces biens doivent être remis à titre gratuit à la collectivité.

Il existe actuellement 3 clauses contractuelles de renouvellement :

1 - Le programme : Le contrat décrit sans équivoque les éléments qui devront avoir été renouvelés, suivant un planning indicatif, avant la fin du contrat.

2 - Le compte : Le contrat prévoit un montant annuel de dépenses à engager sur des ensembles précis de biens, sans obligation de renouveler chacun de ces biens.

En programme et en compte, le contrat prévoit en général la restitution, en fin de contrat, par le délégataire des sommes relatives aux éléments non renouvelés (programme) ou aux sommes non dépensées (compte). Il y a obligation de moyens.

D'un point de vue comptable, l'obligation est linéarisée sur la durée du contrat. A chaque arrêté, les dépenses cumulées engagées sont comparées à cette obligation au stade. Les retards sont provisionnés, et si les dépenses réelles totales n'excèdent pas l'obligation totale, les avances sont reprises en charges constatées d'avance.

3 - La garantie : Le contrat stipule que le délégataire assure à ses risques et périls le remplacement des biens dont le renouvellement est à sa charge sans être déjà prévu en programme ou en compte.

Lorsque l'obligation de renouvellement relève de la garantie, le délégataire dote une provision linéairement sur la durée de vie prévisionnelle du bien, dans la mesure où son renouvellement est prévu avant la fin du contrat. Aucune restitution ne peut être prévue. Il y a une obligation de résultat.

Il est possible sur un contrat de combiner le programme, le compte et la garantie.

Modalités comptables retenues à compter du 1er avril 2008

- le retard pris au cours de l'exercice sur le montant annuel linéaire devant être dépensé, est comptabilisé en " 6051xx - Charges à payer de renouvellement " avec contrepartie au passif en " 4433xx - Dettes aux collectivités - Renouvellement ".

Provisions pour Pertes à Terminaison

Les marchés de travaux signés non encore démarrés ainsi que les chantiers en cours d'exécution, dont la marge brute fin de chantier est négative, font l'objet de provisions pour Perte à Terminaison.

Pour les chantiers en cours d'exécution, cette provision est reprise au fur et à mesure du dégagement de la marge négative au stade.

Provisions pour avantages au personnel

Les avantages au personnel comptabilisés concernent les primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté. La provision correspond aux versements probables liés aux salariés présents dans l'entreprise, en prenant en compte les gratifications qui risquent d'être versées et un taux d'actualisation.

La société procède également à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite pour l'ensemble de son personnel à la clôture de chaque exercice selon « la méthode des unités de crédit projetées » qui tient compte du statut, de l'âge, de l'ancienneté acquise, de la probabilité de présence à la date de départ en retraite, des salaires et primes majorés d'un coefficient de charges sociales patronales, d'un taux d'inflation, d'un taux de revalorisation des salaires et d'un taux d'actualisation.

Ce traitement se traduit par une information dans les engagements hors bilan de l'annexe.

Dépréciation des éléments d'actif

Ces dépréciations traduisent la constatation, en fin d'exercice, d'une baisse de l'évaluation des éléments d'actif par rapport à la valeur nette comptable.

Leur estimation découle de la valeur d'inventaire déterminée en fonction d'éléments connus à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de dépréciations :

- Dépréciation des immobilisations
- Dépréciation des créances rattachées à des participations
- Dépréciation des stocks
- Dépréciation des créances
- Etc...

Evaluation des stocks

Les stocks sont valorisés frais d'approche inclus au coût moyen pondéré lorsque les matériels stockés ne sont pas identifiables, au coût réel d'entrée en stock lorsqu'il s'agit d'éléments identifiables (appareils dotés d'un numéro de série).

Dettes et Créances en Monnaies Etrangères

Emprunts - Prêts - Factures fournisseurs et clients - Créances et dettes diverses :

L'évaluation de ces dettes et créances est effectuée sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêté.

La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes transitoires figurant au bilan.

La perte latente éventuelle est provisionnée à 100%.

Disponibilités libellées en monnaies étrangères

L'évaluation est faite sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêté.

La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes de résultat (perte ou gain de change).

Travaux d'entreprise

La méthode comptable utilisée pour comptabiliser le chiffre d'affaires et la marge des chantiers de construction est la méthode à l'avancement.

Elle est basée sur un taux d'avancement financier du chantier, c'est à dire sur le rapport entre les coûts des travaux exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution à la fin du chantier.

Transferts de charges

Les comptes 791 – Transferts de charges – sont ventilés en fonction de la nature de la charge transférée. Ces comptes de produits constatent des remboursements de charges de personnel, des sinistres et les transferts en charges exceptionnelles.

Résultat exceptionnel

Il constate les éléments constitutifs du résultat qui en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence ne peuvent être

considérés comme faisant partie du résultat d'exploitation de la société.

En 2020, il est principalement constitué des coûts de restructuration relatifs aux plans de réorganisation et de productivité, ainsi que des dépenses supplémentaires liées à la crise sanitaire de la Covid-19.

Crédit d'Impôt Recherche

Les comptes présentés font état d'un Crédit d'Impôt Recherche de 814K€ au titre de l'exercice 2019. Dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2019, il avait été comptabilisé un montant global pour des dépenses de recherches et des coûts de développement de 2 713k€.

Fiscalité

Notre société est intégrée dans un périmètre d'intégration fiscale dont la société tête de groupe est :

HIME

11, Chemin de Bretagne

92130 ISSY LES MOULINEAUX

Consolidation

Notre société qui fait partie du périmètre de consolidation du Groupe HIME est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de celui-ci.

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans cette annexe car elle est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du groupe HIME.

Sous réserve de ce qui est dit précédemment, les principes retenues ainsi que les règles appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à ceux connus jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre, des postes du Bilan et du Compte de Résultat.

FAITS SIGNIFICATIFS

Contexte de crise sanitaire liée au coronavirus

La société a continué d'assurer tout au long de 2020 sa mission essentielle d'acteur de la gestion de l'eau, dans le contexte sanitaire et économique induit par la crise de la Covid-19.

Même si certaines activités ont été affectées, notamment l'activité travaux qui a connu selon les zones une baisse de chiffre d'affaires de près de 10%, la société a au global démontré une très forte résilience, avec un chiffre d'affaires qui sort en recul de 3% par rapport à 2019. Le recours au chômage partiel est intervenu lorsque nécessaire sur ces activités et uniquement lors du premier confinement du printemps 2020.

Réorganisation de l'Eau en France

L'activité d'Eau en France demeure très concurrentielle, avec un marché soumis à des tensions sur les prix. Afin de renforcer la compétitivité de Saur, une réorganisation a été initiée au mois de novembre 2020 qui vise notamment à (i) améliorer l'expérience clients et la qualité de service perçue et (ii) adapter la structure des coûts supports.

Dans ce contexte, un projet de plan de départ volontaire (sous la forme d'une Rupture Conventionnelle Collective) a été initié le 24 novembre 2020 et a fait l'objet d'un accord signé avec les organisations syndicales représentatives le 19 janvier 2021. La société a provisionné un montant de 17,6 millions d'euros à ce titre dans ses comptes du 31 décembre 2020.

Prises de participation et de contrôle

La société a créé en 2020 une nouvelle holding basée en Hollande, la société Nijhuis Saur Industries BV qui a elle-même pris le contrôle du groupe Nijhuis basé en Hollande, ainsi que des autres sociétés opérant dans les eaux industrielles qui ont été acquises en 2020 (Unidro en Italie puis Econvert en Hollande). Saur SAS détient au 31 décembre 2020 121 281 305 actions de la société, représentant 95,15% du capital.

Saur SAS a également racheté pour 1 € symbolique 51% de la société Derichebourg Aqua, dorénavant renommée Saur Derichebourg Aqua. Cette société détient par ailleurs 100% de la filiale renommée Saur Derichebourg Ocean Indien.

Autres opérations sur titres

La société a procédé en 2020 à la recapitalisation de certaines de ses filiales détenues à 100% par conversion en capital du compte courant. Il s'agit des filiales :

- CISE TP, avec une recapitalisation de 8 827 milliers d'euros
- Macheix pour 1 000 milliers d'euros
- Techni-Vision pour 437 milliers d'euros

La société a procédé à la création des sociétés suivantes :

- La société MARNEO détenue à 100% avec un capital social de 50 000 euros dont l'objet exclusif est la gestion et l'exploitation du service public de l'assainissement collectif.
- La société SEMOP O'PERIGORD NONTRONNAIS détenue à hauteur de 60%, tandis que la Communauté de communes du Périgord Nontronnais détient les autres 40%. Cette SEMOP a pour objet unique et exclusif la gestion du contrat de concession de service public d'eau potable qui lui a été attribué en date du 27 février 2020 par la Communauté de communes.
- Enfin, Saur SAS a créé la filiale Saur Industrie France qui a reçu les actifs et passifs de son activité dédiée à la gestion des eaux des industriels en date du 31 décembre 2020. L'apport partiel d'actif effectué au profit de cette filiale détenue à 100% a représenté un montant total d'actif net transféré d'un montant de 1 066 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Du côté des cessions de titres :

- L'intégralité des titres de la filiale IMAGEAU (soit 16 469 titres représentant 100% du capital) ont été cédés à la société Saur Smart Water, elle-même détenue à 100% par Saur SAS, et ce dans le but de

regrouper les sociétés opérant dans les nouvelles technologies de l'eau

- Les 496 titres détenus dans la SEM Pau Culture ont également été cédés

Enfin, les sociétés suivantes ont été liquidées en 2020 :

- Saur International Bahrain
- SGEF

Evènement post-clôture

Aucun évènement post-clôture pouvant avoir une incidence significative sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2020 n'est à signaler.

**INFORMATIONS SUR LE
BILAN ET LE RESULTAT**

Actif immobilisé

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			219 617
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	208 355 124		37 373 197
Terrains	7 436 895		1 434 292
	Dont composants		
Constructions sur sol propre	17 110 443		1 100 449
Constructions sur sol d'autrui	2 062 367		359 316
Const. Install. générales, agenc., aménag.	18 133 627		315 395
Install. techniques, matériel et outillage ind.	129 062 301		8 118 777
Installations générales, agenc., aménag.	162 903 958		14 379 516
Matériel de transport	42 687 939		4 792 530
Matériel de bureau, informatique, mobilier	30 281 097		2 255 004
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	23 385 592		2 242 024
Avances et acomptes	211 147		305 435
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	433 275 367		35 302 737
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	548 167 483		172 598 975
Autres titres immobilisés	636 830		
Prêts et autres immobilisations financières	12 994 946		2 697 362
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	561 799 259		175 296 337
TOTAL GENERAL	1 203 429 750		248 191 889

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			219 617	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		26 448 601	219 279 720	
Terrains		47 644	8 823 543	
Constructions sur sol propre		382 388	17 828 504	
Constructions sur sol d'autrui			2 421 683	
Constructions, installations générales, agenc.		37 215	18 411 807	
Installations techn., matériel et outillages ind.		6 245 574	130 935 504	
Installations générales, agencements divers		9 677 878	167 605 596	
Matériel de transport		4 150 446	43 330 024	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		19 980	32 516 121	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		591 550	25 036 066	
Avances et acomptes		91 936	424 645	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		21 244 611	447 333 493	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		39 843 653	680 922 805	
Autres titres immobilisés		344 337	292 493	
Prêts et autres immobilisations financières		370 623	15 321 685	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		40 558 613	696 536 983	
TOTAL GENERAL		88 251 825	1 363 369 813	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT		3 660		3 660
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	161 249 945	9 714 348	22 389 955	148 574 338
Terrains	3 659 510	277 330	1 909	3 934 931
Constructions sur sol propre	16 122 763	263 255	382 388	16 003 630
Constructions sur sol d'autrui	1 792 907	67 286		1 860 193
Constructions installations générales, agenc., aménag.	14 211 021	836 902	31 988	15 015 935
Installations techniques, matériel et outillage industriels	97 311 942	8 098 924	5 865 153	99 545 713
Installations générales, agenc. et aménag. divers	97 198 463	16 759 115	7 355 868	106 601 710
Matériel de transport	37 903 843	2 024 478	4 105 194	35 823 127
Matériel de bureau et informatique, mobilier	26 445 061	2 223 210	11 321	28 656 950
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	294 645 510	30 550 500	17 753 821	307 442 189
TOTAL GENERAL	455 895 455	40 268 509	40 143 776	456 020 187

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	6 678 247	4 524 997	3 101 012	8 102 232
Provisions pour garanties données aux clients	1 322 851	160 000	107 851	1 375 000
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	9 110 436		276 526	8 833 910
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations	102 268 416		19 957 398	82 311 018
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	10 227 952	5 293 695	5 656 804	9 864 842
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	33 138 849	26 658 191	13 985 253	45 811 788
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	162 746 751	36 636 883	43 084 845	156 298 790
Dépréciations immobilisations incorporelles	3 600 000		3 600 000	
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	307 228 692	9 169 000	900 000	315 497 692
Dépréciations autres immobilis. financières	104 727			104 727
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	46 440 436	32 695 049	30 415 424	48 720 060
Autres dépréciations	18 231	6 573 265		6 591 496
DEPRECIATIONS	357 392 086	48 437 314	34 915 424	370 913 976
TOTAL GENERAL	520 138 837	85 074 197	78 000 269	527 212 766
Dotations et reprises d'exploitation		39 818 058	57 021 574	
Dotations et reprises financières		16 001 000	10 236 000	
Dotations et reprises exceptionnelles		30 023 567	10 742 695	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

SAUR - Comptes annuels au 31/12/2020 en Euros

RUBRIQUES	Reprise Exploitation	Reprise Financière	Reprise Exceptionnel	TOTAL REPRISES	Utilisation de la provision	Provision devenue sans objet	TOTAL UTILISATIONS
Provisions autres litiges	296 375			296 375	232 288	64 086	296 375
Provisions litiges avec le personnel	888 889		1 199 300	2 088 189	1 174 976	913 213	2 088 189
Provisions franchises accidents	715 255			715 255	374 896	340 360	715 255
Provisions pour litiges	1 900 519	0	1 199 300	3 099 819	1 782 160	1 317 659	3 099 819
Provisions pour garanties	46 642		61 210	107 851	107 851	0	107 851
Provisions pour avantage au personnel durant l'emploi	276 526			276 526	276 526	0	276 526
Provision pour renouvellement MEM garantie	19 957 398			19 957 398	6 296 917	13 660 481	19 957 398
Provisions pour entretiens différés	5 656 803		2 268 364	7 925 168	6 113 798	1 811 370	7 925 168
151600 - Provisions risques filiales NC		9 336 000		9 336 000	9 336 000	0	9 336 000
158000 - Autres provisions pour charges NC	486 883		1 889 047	2 375 930	2 191 966	183 964	2 375 930
151800 - Autres provisions pour risques NC	0			0	0	0	0
158002 - Provisions charges de fin de chantier Ct	4 959			4 959	0	4 959	4 959
Autres provisions pour risques et charges	491 842	9 336 000	1 889 047	11 716 889	11 527 966	188 923	11 716 889
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	28 329 730	9 336 000	5 417 920	43 083 650	26 105 218	16 978 432	43 083 650
Dépréciation titres de participations		900 000		900 000	900 000		900 000
Dépréciation comptes clients	29 514 538		900 885	30 415 423	30 415 423		30 415 423
DEPRECIATIONS	29 514 538	900 000	900 885	31 315 423	31 315 423	0	31 315 423
TOTAL GENERAL	57 844 268	10 236 000	6 318 805	74 399 073	57 420 641	16 978 432	74 399 073

Relations avec les entreprises liées

NATURE	MONTANTS
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	
Participations	679 922 805
Créances rattachées à des participations	
Prêts	
Autres	
CREANCES	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	27 004 060
Autres créances	212 852 545
Capital souscrit appelé, non versé	
PASSIF	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	8 800 000
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 523 383
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	16 719 034
ELEMENTS FINANCIERS	
Produits de participation	41 322 619
Autres produits financiers	144 792
Charges financières	
Dépréciations des immobilisations financières (dotations - reprises)	(8 269 000)
Autres provisions pour risques financiers (dotations - reprises)	4 720 000

Charges à payer et produits à recevoir

CHARGES A PAYER	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT CHARGES A PAYER
DETTES FINANCIERES	159 463 607	80 208
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs et comptes rattachés	200 711 248	148 842 988
Dettes fiscales et sociales	196 160 723	85 358 451
Autres dettes d'exploitation	540 330 852	372 561 828
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 647 218	21 183 201
Dettes fiscales		
Autres dettes diverses	17 255 478	
TOTAL TTC	1 143 569 126	628 026 676
A déduire : TVA sur factures non parvenues et avoirs à établir		24 053 000
TOTAL HT	1 143 569 126	652 079 676

PRODUITS A RECEVOIR	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT PRODUITS A RECEVOIR
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	380 934 563	
CREANCES D'EXPLOITATION		
Clients et comptes rattachés	870 489 712	749 132 634
Autres créances d'exploitation	75 187 740	534 597
CREANCES DIVERSES	209 256 233	127 150
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		
DISPONIBILITES		
TOTAL TTC	1 535 868 248	749 794 381
A déduire : TVA sur CA sur factures à établir et avoirs non parvenus		44 392 215
TOTAL HT	1 535 868 248	794 186 596

Charges et produits constatés d'avance

	CHARGES	PRODUITS
Charges ou produits d'exploitation	35 609 022	21 549 418
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	35 609 022	21 549 418

Echéances des créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	13 718 811	12 699	13 706 112
Autres immobilisations financières	1 602 874	1	1 602 873
Clients douteux ou litigieux	92 312 436	92 312 436	
Autres créances clients	826 897 337	826 897 337	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	724 895	724 895	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	347 241	347 241	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	61 666 706	61 666 706	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	532 746	532 746	
Etat, autres collectivités : créances diverses	10 204 456	10 204 456	
Groupe et associés	210 152 370	210 152 370	
Débiteurs divers	7 407 055	7 407 055	
Charges constatées d'avance	35 609 022	35 609 022	
TOTAL GENERAL	1 261 175 949	1 245 866 964	15 308 985

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	1 323 056
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	159 463 607	150 663 607	8 800 000	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	200 711 248	200 711 248		
Personnel et comptes rattachés	51 489 507	51 489 507		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	43 372 918	43 372 918		
Etat : impôt sur les bénéfices	227 943	227 943		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	92 578 692	92 578 692		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	8 491 663	8 491 663		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 647 218	29 647 218		
Groupe et associés	15 965 577	15 965 577		
Autres dettes	540 957 635	540 957 635		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	21 549 418	21 549 418		
TOTAL GENERAL	1 164 455 427	1 155 655 427	8 800 000	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	200 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	50 000 000			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Créances et dettes représentées par des effets de commerce

POSTES DU BILAN	MONTANTS
- Avances et acomptes versés sur commandes	
- Clients et comptes rattachés	38 589
- Disponibilités	
- Avances et acomptes reçus sur commandes	
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	

Impositions différées

NATURE	Début de l'exercice		Variations		Fin de l'exercice	
	ACTIF (1)	PASSIF (2)	Augmentations	Diminutions	ACTIF (1)	PASSIF (2)
PROVISIONS REGLEMENTEES						
- Amortissements dérogatoires						
- Provisions pour investissement						
CHARGES NON DEDUCTIBLES TEMPORAIREMENT						
- Congés payés						
- Participation des salariés			1 414 573		1 414 573	
- Organic	2 232 127		2 269 405	2 232 127	2 269 405	
- Effort de construction						
- Compte Epargne Temps	11 147 785		673 816		11 821 601	
- Autres provisions non déductibles						
- Plus-values de fusion						
TOTAL	13 379 912		4 357 794	2 232 127	15 505 579	

(1) Charge fiscale déjà payée : situation fiscale différée active

(2) Charge future d'impôt : situation fiscale différée passive

Les montants retenus concernent les bases d'imposition. Pour obtenir les impôts correspondants, il convient d'y appliquer les taux d'imposition appropriés.

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

RUBRIQUES	DOTATION	REPRISE	MONTANT
RESULTAT DE L'EXERCICE			12 057 558
Impôts sur les bénéfices			12 585 937
RESULTAT AVANT IMPOT			24 643 495
- Provision pour investissements			
- Provisions sur immobilisations			
- Provisions sur autres actifs			
- Amortissements dérogatoires			
- Provision spéciale de réévaluation			
- Plus-values réinvesties			
- Autres évaluations dérogatoires			
TOTAL			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES AVANT IMPOT			24 643 495

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	4 854 483			
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		171 093 158
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		171 093 158
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		22 938
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		12 057 557
SOLDE		12 080 495
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		183 173 653

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
EAU ET ASSAINISSEMENT	1 219 896 657		1 219 896 657	1 243 631 578	-1,91 %
TRAVAUX	159 963 819		159 963 819	171 892 775	-6,94 %
AUTRES PRESTATIONS	33 568 373		33 568 373	38 258 756	-12,26 %
TOTAL	1 413 428 849		1 413 428 849	1 453 783 109	-2,78 %

**ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET AUTRES INFORMATIONS**

Rémunération des organes de direction et des dirigeants

Rubriques	Organes		
	Administration (1)	Direction (2)	Surveillance (3)
- Avances allouées - Crédits alloués - Rémunérations allouées (4)	N E A N T		

(1) Conseil d'Administration, Gérant majoritaire ou minoritaire, Associés de Société en Nom Collectif, Membres de Société En Participation et Société de fait

(2) Président-Directeur Général

(3) Conseil de Surveillance

(4) La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas indiquée, conformément au décret n° 94-663, car elle conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

Engagements de crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE					
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours					
TOTAL					
VALEUR NETTE					
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours					
TOTAL					
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus					
A plus d'un an et moins de 5 ans					
A plus de cinq ans					
TOTAL					
VALEUR RESIDUELLE					
Montant pris en charge ds exerc.					

Engagements hors bilan

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	73 075 323
Engagements en matière de pension	47 049 536
Autres engagements donnés	17 200 000
AUTRES -	
- Dette du groupe	
- Garantie en faveur de SAUR GLASGOW SERVICES	9 700 000
- Garantie maison-mère en faveur de la flotte de véhicule	1 500 000
- Contre-garantie bancaire pour le compte de GESTAGUA	6 000 000
TOTAL	137 324 859

SAUR

Société par actions simplifiée au capital de 101.529.000 €
Siège social : 11 chemin de Bretagne, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
339 379 984 - R.C.S. NANTERRE

DECISIONS DES ASSOCIES DU 14 JUIN 2021

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT

L'Associé Unique, après avoir constaté l'existence d'un bénéfice net de 12.057.557,64 €, décide de l'affecter de la façon suivante :

- Bénéfice de 12.057.557,64 €
- Affectation en compte report à nouveau 12.057.557,64 €

Dont le montant créditeur passe de 58.249.504,87 € à 70.307.062,51 €

Conformément aux dispositions légales, l'Associé Unique prend acte de ce qu'il a été distribué au titre des trois derniers exercices les dividendes suivants (en euro par action libérée) :

EXERCICES	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
DIVIDENDE (en €) par action	0	18,65	6,25

Certifié conforme,

Le Président

DocuSigned by:

5C4D91A49FB0479...